

ON S'ABONNE

A PARIS,

rue de Seine, 16.

Un an. Six m. Trois m.  
Paris. . . . . 18 fr. 9 fr. 5 fr.  
Départements. 50 15 8

Les abonnements datent des  
1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

# TRIBUNE NATIONALE

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Toutes les lettres non affran-  
chies sont expressément refu-  
sées.

## SOMMAIRE.

Actes officiels. — Nomination du nouveau ministère de la guerre. — Séance de l'Assemblée nationale. — Grande saisie d'armes à la préfecture. — Nomination du nouveau gouverneur du Luxembourg. — Lettre curieuse trouvée à l'hôtel de ville. — La proclamation de Barbès à l'hôtel de ville. — Nouvelles élections. — Arrestation d'un faux-monnayeur. — Lettre de M. Cabet à M. Lamartine. — Nouvelles intéressantes sur Abd-el-Kader. — Nouvelles curieuses sur Louis-Philippe et Guizot. — Fête du Champ-de-Mars. — Billets incendiaires. — Nouvelles étrangères. — Nouvelles des départements. — Comité des travailleurs. — Démission de M. l'abbé Lacordaire. — Bulletin de la Bourse. — Annonces.

## Paris, 18 Mai.

La séance d'hier a de nouveau fait apparaître d'une manière évidente le profond désaccord qui existe entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale. Il est clair que cette dernière n'a pas confiance dans les hommes qui sont au pouvoir, et qu'elle enveloppe le ministère et la Commission exécutive dans le même sentiment de répulsion instinctive. Ce sentiment s'est manifesté surtout avec énergie dans la discussion très-grave qui s'est élevée sur la question de savoir si le décret voté avant-hier par l'Assemblée relativement aux propositions de ses membres, s'appliquait aux propositions du Gouvernement.

La majorité s'est montrée, dans ce débat, très-hostile au ministère et à la Commission de Gouvernement. M. Jules Favre ayant laissé échapper des paroles qui ont blessé la susceptibilité de l'Assemblée, il s'est élevé un effroyable tumulte à la suite duquel M. Favre a été rappelé à l'ordre. Cet incident a soulevé l'Assemblée comme si son existence même eût été mise en péril.

Evidemment, il y a antipathie profonde entre certains hommes investis du pouvoir et l'Assemblée nationale; la violence de la manifestation d'hier le démontre; car les paroles de M. Jules Favre, dans toute autre bouche que la sienne, auraient très-certainement passé inaperçues. Nous regardons donc la rupture comme imminente, et nous l'avouons, toutes nos sympathies, dans cette occasion, sont pour l'Assemblée nationale.

Nous signalons à la vigilance et au patriotisme de tous les citoyens la tendance non déguisée du Gouvernement à s'affranchir du contrôle de l'Assemblée, alors que ce contrôle est la seule garantie qui reste à la nation contre les fautes qu'ont déjà commises et que pourraient commettre encore nos gouvernants actuels.

Ainsi, la Commission exécutive entend s'isoler de l'Assemblée, désert ses séances, se soustraire aux interpellations sur ses actes, et agir, en un mot, comme l'a fort justement exprimé M. Duvergier de Hauranne, en véritable pentarchie. Nos pentarches veulent trancher du Bonaparte et se donner des airs de premier consul; ils oublient que le premier consul avait illustré la France, défendue par son épée, abritée contre l'anarchie par sa vigueur et sa sagesse; mais eux, qu'ont-ils fait pour mériter cette dictature de la confiance qu'ils ne craignent pas de revendiquer? Qu'ils nous montrent leurs titres, et s'ils sont suffisants, nous nous ferons un devoir de les reconnaître. En attendant, nous conseillons à l'Assemblée nationale de rester dans la ligne de conduite qu'elle a adoptée, de maintenir ses décrets, d'obliger le Gouvernement à incliner devant elle ses faisceaux consulaires, de garder avec un soin jaloux la souveraineté tout entière, ou du moins de n'en déléguer que la moindre portion, et pour le moins de temps possible. Il y va du salut de la France.

L'Assemblée nationale doit voir avec quel empressement unanime les départements et la capitale protestent de leur résolution d'appuyer ses décrets et de maintenir ses droits contre toutes les attaques, de quelque côté qu'elles puissent venir.

L'Assemblée ne doit pas se contenter de voter des remerciements aux gardes nationales qui accourent mettre à son service leur courage et leur dévouement; elle doit, pour répondre dignement à ce zèle patriotique, opposer une digue infranchissable aux

ambitieux démagogues qui rêvent la dictature, et dont quelques-uns se sont, à l'abri de je ne sais quel système de conciliation impossible, maintenus ou intronisés au pouvoir. Elle doit ne confier qu'à des hommes dignes de cette haute et difficile mission, la tâche glorieuse d'élever l'édifice d'une constitution républicaine qui réponde à la fois au besoin d'ordre et de progrès, qui concilie le principe d'autorité avec le principe de liberté, et qui maintienne dans son intégrité l'exercice régulier, permanent de cette souveraineté nationale de laquelle tous les pouvoirs émanent, et qui doit les maintenir sous l'action incessante, salutaire de son contrôle vigilant et jaloux.

### ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée a adopté le décret dont la teneur suit :

L'Assemblée nationale vote des remerciements aux gardes nationales des départements qui sont venus se mettre à ses ordres pour la défendre, ou qui lui offrent de marcher à son secours.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 mai 1848.

Les président et secrétaires.

#### COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF.

La commission du pouvoir exécutif

Arrête :

Le général de division Eugène Cavaignac est nommé ministre de la guerre.

Fait en conseil, au Luxembourg, le 17 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

#### COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF.

Paris, le 17 mai 1848.

#### Ordre du jour.

Le citoyen Hinfrey, colonel du 5<sup>e</sup> régiment des cuirassiers, nommé, par arrêté ministériel télégraphique du 15 mai, gouverneur du Petit-Luxembourg, recevra aujourd'hui 17 mai, à midi, le commandement du palais du Luxembourg, des mains du chef d'escadron Bacle, qui en avait été investi provisoirement, le 15 mai au matin, par la commission du pouvoir exécutif, et qui est appelé, par arrêté de ce jour, au commandement des gardes mobiles à cheval.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

Une grande partie de Paris a été occupée militairement toute la nuit.

Toute la partie de la Cité comprise entre le Pont-Neuf et le quai aux Fleurs été cernée.

La garde mobile bivouaquait sur le pont et le long des quais de la Cité.

Des forces imposantes stationnaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Toutes les rues aboutissant aux rues Saint-Denis et Saint-Martin, depuis les quais jusqu'aux boulevards, étaient gardées par des sentinelles.

La garde nationale et deux bataillons de la garde mobile occupent les postes, les cours et jardins de la Préfecture de police. Les montagnards, les Lyonnais et la partie de la garde républicaine qui s'y étaient installés, sont désarmés depuis hier soir. Ils sont toujours dans la préfecture et gardés à vue. La consigne la plus sévère est donnée. Personne ne peut entrer ni sortir.

On a dit à la chambre qu'on a saisi un grand nombre de fusils, de pistolets, de sabres, de poignards et quantité considérable de cartouches.

A trois heures, ce soir, on continuait les perquisitions.

Dans les papiers trouvés à l'hôtel de ville, la lettre suivante n'est pas l'une des moins curieuses :

Rue de l'Arbre-Sec.

« Je t'écris ce mot pour que tu ne sois pas inquiet. Je suis avec Albert et Louis Blanc; nous venons de l'Assemblée, qui est dissoute.

« Nous avons séance cette nuit au Luxembourg.

« Je te salue,

« Ton mari. »

Cette lettre est textuellement reproduite, sauf les fautes d'orthographe que nous n'avons pas cru devoir citer.

Voici la proclamation que Barbès rédigeait lorsqu'il fut arrêté à l'hôtel de ville :

« Le peuple ayant dissous l'Assemblée nationale, il ne reste plus d'autre pouvoir que le peuple lui-même. En conséquence, voici son vœu : c'est d'avoir pour gouvernement provisoire les citoyens : Barbès, Louis Blanc, Albert, Ledru-Rollin, Raspail, Pierre Leroux.

« Ces citoyens sont nommés membres du gouvernement provisoire.

« Le citoyen Caussidière est maintenu à la préfecture de police. La garde nationale reçoit l'ordre de rentrer dans ses foyers respectifs. »

La garde nationale de Clermont (Oise) s'est rendue en armes dans la capitale; elle y est arrivée à six heures du matin. Le général Clément-Thomas l'a reçue à neuf heures du matin, et l'a passée en revue dans la cour des Tuileries. Le commandant de cette garde a exprimé combien avait été grande la douleur de ses concitoyens, lorsqu'ils avaient appris la criminelle tentative dirigée contre l'Assemblée nationale, et combien avait été vive leur sympathie pour la garde civique de Paris.

La garde nationale de Clermont (Oise) a été ensuite dirigée sur la gare du Nord, qui, disait-on, était menacée.

Une députation, comprenant M. Bosquet, sous-commissaire du Gouvernement, s'est rendue au palais de l'Assemblée nationale. Elle y a été reçue par M. Buchez, président, qui l'a affectueusement remerciée du concours qu'elle venait offrir à la garde parisienne et de l'appui qu'elle voulait prêter à l'Assemblée.

Les gardes nationaux de Clermont (Oise) ont été accueillis avec enthousiasme par la population et par les gardes de toutes armes de la capitale.

Au départ du convoi de Boulogne, la malle de Londres, apportant les journaux du soir du 16, n'était pas arrivée.

Le comité du travail s'est réuni ce matin.

Il a décidé que les membres à élire pour constituer son bureau ne garderaient leurs fonctions que jusqu'au 1<sup>er</sup> juin prochain.

Ont été élus, Les citoyens :

Président. . . Corbon;

Vice-Président. . . Tourret;

Secrétaire. . . Demesnay;

Vice-Secrétaire. . . Astouin;

Le comité a décidé qu'il se réunirait tous les jours à dix heures du matin.

Il a décidé ensuite que le citoyen ministre des travaux publics et le citoyen directeur des ateliers nationaux seraient priés de se rendre dans son sein, demain 18 mai.

Il a placé à son ordre du jour une proposition de décret présentée à l'Assemblée nationale, le 15 mai dernier, par le citoyen Considérant; proposition dont le renvoi à l'examen du comité du travail avait été prononcé par l'Assemblée.

Le comité a décidé ensuite : 1<sup>o</sup> qu'une ou plusieurs sous-commissions seraient créées pour examiner toutes les communications qui lui seraient faites et lui en présenter le rapport; 2<sup>o</sup> qu'il appellerait successivement dans son sein les délégués de toutes

les industries et tous les hommes connus par leurs travaux sur la question de l'amélioration du sort des travailleurs industriels et agricoles.

Monsieur le rédacteur,

Les délégués des départements désirent que vous insériez la réponse faite en leur nom par l'un d'eux au président de l'Assemblée nationale. Le président en a rendu compte à la séance dans les termes que vous connaissez. Voici le texte de la réponse :

Réponse faite par le citoyen Argence, délégué de la ville de Troyes.

Citoyen président,

Nous ne pouvons faire entendre nos paroles de l'Assemblée ; nous vous prions de les lui transmettre. Dites-lui que nous avons vu avec douleur, avec indignation, l'Assemblée nationale envahie et sa majesté violée par des factieux.

Hier, à la première nouvelle qui nous est parvenue, nous sommes accourus près de vous, nous venons encore aujourd'hui. Les départements seront toujours prêts à se lever en masse pour défendre l'Assemblée. Les représentants sont l'expression vivante de la souveraineté du peuple. L'outrage qui s'adresse aux représentants retombe sur le peuple tout entier.

Le 15 mai a commencé comme un jour de deuil pour la liberté, il a fini comme un jour de triomphe. Nous demandons que l'on poursuive avec énergie les perturbateurs ; la France a soif d'ordre et de liberté.

La République s'est relevée hier soir plus forte, plus puissante que jamais par le dévouement de la population parisienne, par l'élan patriotique dont les délégués vous apportent l'expression fidèle.

L'Assemblée saura découvrir et atteindre ses ennemis cachés qui conspirent dans l'ombre, et ses ennemis audacieux qui vont tête levée et nous scandalisent par leurs doctrines et leurs écrits.

Citoyen président, au nom des délégués des départements, au nom de la France, dites aux représentants que, pour le présent, pour l'avenir, l'Assemblée nationale est placée sous l'inviolabilité de la garde parisienne et des gardes nationales de France. Que l'Assemblée compte sur nous, qu'elle nous appelle, nous accourons tous pour verser avec orgueil notre sang pour la défendre, c'est-à-dire pour défendre notre belle patrie.

Salut et patrie.

ARGENCE,  
Délégué de l'Aube.

— La lettre suivante a été adressée par M. Cabet à M. Lamartine :

« Citoyen,

« J'apprends que mon domicile vient d'être envahi en mon absence par la garde nationale, et que des dévastations y ont été commises.

« Je proteste contre ces violences et ces illégalités.

« Quand la justice pourra se faire entendre, si quelque mandat est lancé contre moi, je me présenterai pour rendre compte de mes actes, car je n'ai rien à craindre.

« En attendant, j'invoque les lois qui doivent protéger ma famille, mon domicile, ma personne, ma propriété.

« Je n'ai pas besoin, sans doute, de vous rappeler nos anciennes relations ; ma qualité de citoyen suffit pour activer votre sollicitude.

« Veuillez communiquer ma lettre au Gouvernement.

« Salut et fraternité.

Signé : CABET. »

On lit dans le *Courier de Paris* :

Nous sommes priés d'insérer les lettres suivantes :

« Monsieur,

« Permettez-moi d'avoir recours à votre journal pour rétablir la vérité relativement à un fait de la journée du 15 mai.

« J'avais une lettre à remettre à un des ministres. Ne trouvant pas d'huissier à la salle des Pas-Perdus, je suis entré dans la salle qui précède l'enceinte où siègent les membres de l'Assemblée nationale. Arrivé dans cette salle (il pouvait être à peu près une heure et demie), j'ai remarqué M. Lamartine et quelques autres représentants entourés de quelques délégués des clubs.

« Un de ces délégués, jeune homme de vingt-cinq à trente ans, à la taille haute, à la barbe noire, apostrophait M. Lamartine dans ces termes : « Citoyen Lamartine, nous venons pour lire (sic) à l'Assemblée nationale une pétition en faveur des Polonais. Nous voulons un vote immédiat, sinon malheur à vous ; bientôt nous crierons : C'est trop tard ! »

« M. Lamartine répondit : « Citoyens, la Pologne a toute ma

sympathie ; confiez-moi votre demande, je la transmettrai à l'Assemblée nationale. »

« Le même jeune homme lui répliqua en accentuant fortement ses paroles : « Citoyen Lamartine, nous vous admirons tous comme poète, mais vous n'avez pas notre approbation comme homme politique. Vous perdez la Pologne par vos hésitations et par vos moyens dilatoires. »

Un autre délégué, un homme de quarante à quarante-cinq ans, la figure empuurée, gesticulant très-vivement, s'approchant de M. Lamartine, lui dit : « Votez la liberté de la Pologne, ou vous êtes perdu. Nous entrerons dans la salle. — Non, vous n'entrerez pas. — Si, nous entrerons. — Un décret voté par l'Assemblée nationale nous défend de vous y laisser pénétrer. — Nous entrerons malgré vous et malgré tout le monde ; nous sommes chez nous, nous sommes les maîtres ici ; vous n'êtes que des commis. »

Je fis aussi tous les efforts possibles pour empêcher ces citoyens de violer l'Assemblée nationale, en m'écriant : Malheureux ! vous reculez la liberté de plus d'un siècle !

Un instant après, ces hommes se jetèrent sur M. Lamartine. Craignant pour sa sûreté, je l'entourai de mes bras en lui faisant un rempart de mon corps, et en le suppliant de parler au peuple. Pendant un moment, M. Lamartine paraissait décidé ; mais bientôt, malgré lui, il fut entraîné par quelques représentants dans la salle de l'Assemblée nationale.

Je garantis l'exactitude scrupuleuse de ces faits.

Agréez, je vous prie, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

16 mai, 1848.

SELOWER.

Monsieur,

Plusieurs journaux ont annoncé que les bannières des délégués des départements figuraient au milieu du rassemblement qui a envahi l'Assemblée nationale.

Nous protestons contre cette assertion erronée. Le 15, à huit heures du matin, les délégués se sont réunis à la salle Montesquieu ; ils ont reçu une députation de la Commune de Paris, qui les invitait à se rendre à la Bastille, pour se joindre aux ouvriers qui devaient faire une manifestation en faveur de la Pologne.

Les délégués des départements, à l'unanimité, ont refusé de se rendre à cette invitation.

Les délégués ont été indignés de la violation de l'Assemblée nationale. Aussitôt qu'ils l'ont connue, ils se sont rendus au palais de la Chambre, pour se mettre à la disposition de l'Assemblée.

Les délégués apportaient les vœux de leurs départements, l'assurance de leur dévouement à la République et leur concours énergique pour la défendre.

Si quelques bannières ont figuré dans la manifestation en faveur de la Pologne, c'est sans l'assentiment des députations, et c'est aussi dans l'ignorance complète des intentions des agitateurs.

Nous vous prions d'insérer notre lettre dans votre prochain numéro.

Les membres du bureau des délégués,

Boucher, lieutenant-colonel ; Moret, chef de bataillon ; Goutant ; N., lieutenant-colonel ; Argence, délégué de Troyes.

La lettre suivante a été adressée ce matin au citoyen maire de Paris :

« Citoyen maire de Paris,

« Une accusation très-grave a été articulée hier contre nous à l'Assemblée nationale, sous forme dubitative, il est vrai, par M. de Mornay. Nous devons à notre honneur de nous en disculper, et nous vous demandons de vouloir bien provoquer une enquête à ce sujet ; jusque-là nous ne répondrons à aucune nouvelle attaque.

« Ne voulant pas être protégés par notre position, nous vous offrons notre démission immédiate ; néanmoins, nous resterons à notre poste jusqu'à ce que vous ayez pourvu à notre remplacement.

« Les maire et adjoint du 4<sup>e</sup> arrondissement,  
« Ch. Lemor, Grisier. »

— On lit dans le *Courier de Lyon* : « Depuis plusieurs années, le commerce de Lyon souffrait par suite de l'émission de fausses pièces d'un franc à l'effigie de Napoléon et au millésime de 1811, avec la lettre A.

Le citoyen Villeneuve, commissaire de police de la métropole et de ses agents, viennent de découvrir l'auteur de ce crime. Le nommé N..., graveur sur métaux, en faisait la fabrication, son épouse et d'autres affidés les faisaient circuler.

Moules, instruments à couler la matière et autres accessoires servant à polir les pièces ont été saisis.

Les coupables, arrêtés, auront à rendre compte à la justice de leur conduite.

— C'est le 21<sup>e</sup> régiment de ligne, entré hier matin à Paris, qui a pris possession de la caserne qu'occupaient les montagnards.

— Un des meneurs a été arrêté au moment où, installé tranquillement au ministère de l'intérieur, il préparait déjà des dépêches télégraphiques pour expédier dans les départements.

— On poursuit avec activité les travaux commencés aux Champs Elysées, au Champ-de-Mars, à la barrière de l'Etoile et à la place de la Bastille, pour la grande fête du Champ-de-Mars qui, assurément, aura lieu dimanche prochain.

— Le colonel Rey, commandant de l'hôtel de ville, a été révoqué.

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ANGLETERRE. LONDRES, 10 mai. Vendredi dernier, trente membres de la Chambre des communes se sont réunis au club du libre commerce, et ont voté une résolution en faveur du suffrage universel, que M. Hume, qui présidait l'assemblée, a promis de présenter à la Chambre des communes.

(Morning-Advertiser.)

— M. Mitchell a été arrêté sous la prévention de félonie, résultant de la publication de certain article dans son journal *United Irishman*. Aussitôt après son arrestation, il a été enfermé à Newgate.

(Morning-Herald.)

— Hier au soir, une réunion de chartistes a eu lieu sur Clerkenwell-Green, dans le but d'adopter un mémoire pour prier la reine de renvoyer ses ministres, de dissoudre le parlement, et d'appeler à ses conseils des hommes qui feraient de la charte la loi de l'Etat. Un wagon servait de hustings. Il y avait deux mille personnes présentes.

Le président a fait le plus grand éloge du cœur de la reine ; mais malheureusement on ne peut arriver jusqu'à elle que par l'intermédiaire de ses ministres, et ceux-ci, moins compatissants qu'elle pour les souffrances du peuple, s'étudient à lui cacher la situation réelle des choses.

M. S. Kydd a proposé une résolution ainsi conçue :

La condition sociale actuelle de l'Angleterre est également honteuse pour les oppresseurs et les opprimés, et nous sommes décidés à combiner nos efforts et à consacrer notre énergie et notre pouvoir à la destruction de la suprématie de la législation des catégories et de l'injustice d'un mauvais gouvernement.

Il faut, dit l'orateur, que l'aristocratie sache bien que l'édifice social ne repose pas sur des bases solides, et que, s'il s'écroule, ce ne seront pas elles qui souffriront le moins.

MM. May et Vernon demandent au peuple de s'armer pour la charte.

M. Ernest Jones. Lorsque nous aurons réuni 1 million de noms et 10 milliers de livres, nous aurons une autre assemblée, non pour discuter ou pour faire des pétitions ou des mémoires, mais pour proclamer la charte-loi du pays.

Le projet de mémoire est adopté. (Morning-Advertiser.)

ALLEMAGNE. HEIDELBERG, 15 mai. On assure que l'Autriche suivra en Galicie l'exemple de la Prusse, en réorganisant la partie polonaise, conformément au vœu des Polonais de cette principauté.

(Gaz. allem. de Heidelberg.)

BAVIÈRE. ASCHAFFENBURG, 11 mai. Notre ville est remplie de troupes : il s'agit de rétablir l'ordre dans les environs, où les paysans se livrent aux plus coupables excès.

(Journ. allem. de Francfort.)

ESPAGNE. MADRID, 12 mai. Bourse de Madrid du 12 mai. 3 p. 100, 21 1/2 au comptant ; 5 p. 100. Changes : Paris, 4 50 argent. Londres, 41 papier.

— Il paraît positif que quelques personnages ont reçu l'ordre de s'éloigner de Madrid. On cite particulièrement le général Zabala, dirigé sur Ceuta, M. Buschental, et un autre Anglais nommé Samson. Ils ont ordre de sortir du royaume.

La garnison de Madrid doit être renforcée de quelques batail-

lous d'infanterie et de garde civile. Trois brigades ou colonnes mobiles seraient organisées, et leur service consisterait à faire de continuelles évolutions dans un rayon rapproché de la capitale.

— Il paraît que les sergents et caporaux du régiment de España, qui ont pris part à la dernière insurrection, seront remis comme simples soldats dans les régiments d'outre-mer, après avoir souffert quelques années de détention. (Espana.)

PRUSSE. — Après la capitulation conclue le 9 mai entre le lieutenant général de Wedell et le colonel polonais Brzekauský, et dont les articles sont déjà connus, le lieutenant général de Wedell se rendit à Piatkowo Czarne, où les insurgés devaient déposer les armes. Il n'y trouva que trente-cinq hommes; le reste s'était dispersé. Informé de ce fait, le général de Pful a décidé que, bien que l'inexécution de la capitulation soit imputable aux insurgés, et qu'ils ne puissent, par conséquent, en invoquer le bénéfice, les conditions de la capitulation seraient maintenues jusqu'au 19 mai, pour tous ceux qui, avant l'expiration de ce délai, viendraient faire leur soumission à Posen. Après ce délai, on appliquera aux étrangers les dispositions du cartel concernant l'extradition. Le général de Pful a ordonné en outre qu'après la délivrance des armes, il serait formé dans toutes les villes des gardes civiques pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, mais sous la surveillance des autorités locales. On ne délivrera des armes qu'aux bourgeois animés de sentiments d'ordre et de tranquillité. Enfin, le général ordonne à tous les bons citoyens d'arrêter et de livrer aux autorités les agitateurs qui voudraient occasionner de nouveaux désordres.

(Indicateur politique prussien.)

POSEN, 15 mai. — Le général de Pful vient, d'après la mission qu'il en a reçue du roi, de tracer la ligne de démarcation entre les parties du grand-duché qui entreront dans la confédération germanique ou seront réorganisées dans le sens national. Il attend maintenant les réclamations qui pourront lui être adressées dans l'intérêt de l'une ou de l'autre nationalité, pour une modification de cette ligne dans certaines parties, afin que le règlement définitif et complet de cette affaire puisse avoir lieu. Le général invite en même temps les propriétaires allemands établis dans la partie qui sera réorganisée, et les propriétaires polonais des territoires qui entreraient dans la confédération germanique, et qui, par échange ou aliénation de leurs immeubles, voudraient passer dans l'autre partie, de lui faire des propositions, afin qu'il puisse se concerter avec les autorités sur les mesures à prendre dans leur intérêt. Une proclamation du général de Pful, en date du 12 mai, désigne les parties du grand-duché de Posen, qui seront soumises à la réorganisation. (Idem.)

PAYS-BAS. LA HAYE, 15 mai, 7 heures du soir. — Le roi a chargé *ad interim* du portefeuille du ministère de l'intérieur M. J.-M. de Kempenaer, membre de la seconde chambre des états généraux et de la commission d'Etat du 17 mars, en remplacement de M. L.-C. Luzac, qui continue à rester chargé *ad interim* de la direction du ministère des affaires du culte réformé.

M. de Kempenaer a prêté serment, hier, entre les mains du roi. (Journal de La Haye.)

ITALIE. La Gazette de Milan parle d'une affaire importante qui a eu lieu entre Cornuda et Molinetto. Les troupes pontificales, réunies à un fort détachement de volontaires croisés, ont attaqué les Autrichiens, qui ont laissé sur le champ de bataille 500 prisonniers et 400 morts ou blessés. Le gros de l'armée, composée de 5.000 hommes, se trouve placé, sans artillerie, entre deux feux : d'un côté le général Durando, de l'autre le général Ferrari, et l'on s'attendait d'un moment à l'autre à apprendre sa destruction complète.

## BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

RHÔNE. — Le Gouvernement vient d'envoyer la somme de 500.000 francs à Lyon, et il a autorisé cette ville à emprunter 1.500.000 francs remboursables sur le produit de l'imposition extraordinaire des 45 centimes approuvé par un décret du 27 mars 1848. Ces deux sommes sont destinées à donner de l'ouvrage aux ateliers nationaux de Lyon.

Les ingénieurs civils et militaires, consultés, ont décidé que le meilleur emploi à donner à ces fonds serait d'ouvrir les travaux du chemin de fer de Lyon à Genève.

On lit dans un journal de Lyon du 17 mai :

« Ce matin, 500 hommes de troupes sont partis par le premier convoi du chemin de fer de Saint-Etienne, se dirigeant sur Givors, où quelque agitation s'était manifestée la veille.

Des ouvriers de la fabrique de porcelaine, à Givry, renvoyés à la suite de travaux suspendus, se seraient joints, nous dit-on, à

ceux des verreries pour se promener dans les rues au nombre de 250 environ, précédé d'un drapeau noir, en demandant du travail ou la mort. »

— Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> compagnies du centre de chacun des bataillons de guerre de l'armée des Alpes, qui, aux termes des règlements, étaient restées en dépôt, ont été complétées et ont rejoint leurs régiments respectifs; les compagnies d'élite ont également été complétées.

Une quatrième division d'infanterie vient également d'être ajoutée à l'Armée des Alpes; elle est composée de régiments nouvellement débarqués d'Afrique, et conséquemment aguerris et éprouvés.

SEINE-INFÉRIEURE. — A peine a-t-on connu à Rouen les premières nouvelles de l'invasion de l'Assemblée nationale que des gardes nationaux de cette ville ont fait des démarches pour réunir un certain nombre de leurs camarades afin de se rendre à Paris. Les nouvelles que l'on a reçues dans la nuit les ont déterminés à renoncer à leur projet.

— Les troupes d'infanterie et de cavalerie de l'armée des Alpes, cantonnées à Lyon, sont exercées deux fois par semaine aux fatigues de campagne par des promenades militaires sur les routes environnantes.

— On lit dans la Gazette du Languedoc, qui ignorait encore les derniers événements de Paris :

La conduite politique du citoyen Barbès, depuis le 4 de ce mois, jour de l'ouverture de l'Assemblée nationale, est trop extraordinaire, en même temps qu'elle est affligeante, pour qu'un des amis de l'ordre, électeur du département dans lequel le citoyen dont il s'agit a été élu représentant du peuple, ne s'impose pas le devoir de dénoncer à la France les moyens employés dans l'Aude pour faire triompher la candidature de cet homme.

Quels sont ces moyens? Lisez ce qui suit :

A MM. les maires des communes du département de l'Aude.

« Citoyens maires,

« J'attends de votre dévouement, et comme œuvre de patriotisme, que vous recommanderez et soutiendrez la candidature du citoyen Barbès. Je compte sur les fonctionnaires qui ont été honorés de l'autorité républicaine provisoire, pour voir sortir victorieux de l'urne électorale le nom du noble concitoyen que la garde nationale de Paris a déjà nommé colonel d'une de ses légions.

« Le commissaire du Gouvernement,

« TRINCHAN. »

Cette circulaire, expédiée aux maires par le premier magistrat du département, qui venait de les décorer de l'écharpe municipale, a seule produit l'élection d'Armand Barbès, et, si l'on s'en rapporte à certaines confidences, l'un des bureaux ministériels n'aurait pas été étranger à l'acte inconstitutionnel, disons plus, l'acte criminel dont le citoyen Trinchan s'est rendu coupable. L'invitation ou, mieux encore, l'ordre adressé aux fonctionnaires municipaux, communiqué aux juges de paix, aux percepteurs et aux instituteurs, a été suivi de nombreux bulletins imprimés, sur lesquels figuraient les sept noms protégés par l'administration, avec quelques variantes, selon l'esprit ou les prétentions des localités auxquelles ces bulletins étaient destinés.

— On lit dans le Séaphore de Marseille du 15 :

Dans la matinée du 15 courant, dix-sept inculpés dans l'affaire dite de la Montagne, ont été mis en liberté. La cour d'appel d'Aix, chambres réunies, avait déclaré, par un arrêt à la date d'hier, qu'il n'y avait lieu à suivre contre eux.

Elle a renvoyé devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône les citoyens Médevielle, Couturier et Peragnux. Cette affaire sera portée à la session prochaine, dont l'ouverture est fixée au 15 de ce mois.

— Le club de la Rotonde, à Lyon, a pris une décision qui lui fait honneur; il a soigneusement défendu le cri ! *A bas les Carlistes!* et recommandé d'arrêter tous ceux qui le proféreraient, pour s'assurer de leurs opinions ou des intentions qui les guident.

— En entrant dans la première salle de l'Assemblée nationale, le 15, vers une heure et demie, un citoyen d'environ 50 ans, à la taille haute, la barbe noire, marchant à la tête de plusieurs délégués des clubs, s'adressa à M. Lamartine dans ces termes :

« Citoyen Lamartine, nous venons pour lire (sic) à l'Assemblée nationale une pétition en faveur des Polonais. Nous voulons un vote immédiat; sinon, malheur à vous! Bientôt nous crierons : « C'est trop tard ! »

M. Lamartine répondit :

« Citoyen, la Pologne a toute ma sympathie. Confiez-moi votre demande, je la transmettrai à l'Assemblée nationale. »

Le même jeune orateur lui répliqua en accentuant fortement ses paroles :

« Citoyen Lamartine, nous vous admirons tous comme poète, mais vous n'avez pas notre approbation comme homme politique. Vous perdez la Pologne par vos hésitations et par vos moyens dilatoires. »

Un autre délégué du club, homme de 40 à 45 ans, la figure empourprée, gesticulant très-vivement, s'approchant de M. Lamartine, lui dit :

« Votez la liberté de la Pologne, ou vous êtes perdu... Nous entrerons dans la salle... »

— Non, vous n'entrerez pas, dit M. Moussette qui, avec Thomassin (de Mâcon), ne quitta pas un instant M. de Lamartine.

— Si, nous entrerons, dirent les délégués, en prenant une attitude menaçante.

— Un décret voté par l'Assemblée nationale nous défend de vous y laisser pénétrer.

— Nous entrerons malgré vous et malgré tout le monde. Nous sommes chez nous; nous sommes les maîtres ici; vous n'êtes que des commis. »

Un autre citoyen dont nous ignorons le nom fit de louables efforts pour empêcher des hommes d'entrer de vive force dans la salle des séances. « Malheureux, vous reculez la liberté de plus d'un siècle. »

Un instant après, des hommes se jetèrent sur M. Lamartine, qui courut des dangers réels. Plusieurs hommes en blouse, portant des écharpes rouges, avaient des poignards.

Les honorables citoyens qui étaient près de M. Lamartine lui firent un rempart de leurs corps en le suppliant de parler au peuple.

Pendant un moment M. de Lamartine parut décidé, mais il fut emporté par des représentants et par les citoyens qui l'entouraient, dans la salle des séances.

Le peuple avait déjà pénétré dans la salle, précédé par Blanqui, Huber, Raspail, Flotte et Quentin. C'est ce dernier qui hissa le premier Blanqui à la tribune et qui fit apporter une chaise sur laquelle ce chef de club monta pour parler.

## NOUVELLES DIVERSES.

Les maires de Paris viennent d'annoncer, par des affiches placardées, à leurs administrés, que les nouvelles élections devant avoir lieu prochainement par suite de l'option de quelques représentants, ils invitent les citoyens qui n'étaient pas inscrits sur les listes à se faire inscrire immédiatement. Cet avis s'adresse principalement aux habitants de la Seine qui avaient négligé cette formalité avant les élections générales.

— La garde nationale occupe les deux maisons habitées par le citoyen Sobrier et sa bande.

— Depuis quelques jours on signale de fréquentes tentatives d'incendie dans les forêts qui avoisinent la capitale.

— Tous les bureaux de l'hôtel de ville sont restés fermés hier. La garde nationale qui défendait les abords de la mairie centrale, ne laissait pas même passer les employés munis des cartes qui leur ont été distribuées après le 24 février.

— Par arrêté du citoyen Joly, daté de Toulouse le 9 mai 1848, le citoyen Aristide Baudan, rédacteur de l'Émancipation, est nommé sous-commissaire à Lectoure en remplacement de M. Carbonneau.

— Nous lisons dans le journal de Toulouse du 15 : Une nouvelle commission municipale est, dit-on, formée; M. Arzac en serait le président.

— La police a fait, la dernière nuit une descente dans plusieurs maisons de jeu.

— Cette nuit, à une heure du matin, au moment où l'un de nos rédacteurs passait dans la rue des Petites-Écuries, un coup de sifflet s'est fait entendre, et trois hommes armés, sortis d'une encoignure, sont venus considérer un instant notre rédacteur, assez effrayé de cette inspection. Néanmoins, tout s'est borné là, et, sur le signe d'un des individus, les deux autres se sont éloignés, et le passant a pu continuer son chemin, quitte pour la peur.

Ces hommes armés faisaient-ils partie de la garde nationale? Étaient-ce des partisans ou des factieux arrêtés? C'est ce qu'il n'a pas été possible à notre rédacteur de savoir (La Liberté).

— L'artillerie de la garde nationale de Tours faisait aujourd'hui le service de la salle des Pas-Perdus de la chambre;

— On lit dans le *Mémorial des Pyrénées* :

Abd-el-Kader n'est pas malade, ainsi que le bruit en a couru en ville; mais il éprouve de vives inquiétudes sur le compte de sa vieille mère, qui est atteinte d'un rhumatisme aigu, et passe presque toute la journée auprès d'elle. Il ne recevra aucune visite jusqu'à ce qu'elle soit entièrement rétablie.

Tout le temps qu'Abd-el-Kader ne donne pas à sa mère, il le consacre à l'étude des manuscrits arabes. On sait qu'il est lui-même poète, et que ses chants étaient devenus populaires parmi les tribus du désert. Un de ses visiteurs lui ayant offert, il y a quelques jours, la traduction arabe de nos livres saints, il a répondu qu'il la lirait avec grand plaisir, et elle lui sera, en effet, remise très-prochainement.

Abd-el-Kader a eu une entrevue avec un juif d'Alger qui vient de Londres et qui a insisté pour le voir. Son premier refus avait dissipé les défiances que le capitaine Boissonnet avait d'abord conçues sur les intentions de cet individu. Leur conversation a roulé sur des sujets insignifiants.

L'ex-émir a répondu une lettre de remerciements à la lettre du Gouvernement provisoire dont nous avons parlé.

Au nombre des instructions du Gouvernement relativement à Abd-el-Kader, se trouve celle d'éloigner de lui toutes les occasions d'apprendre le français.

— La *Réforme* annonçait, il y a quelques jours, que Louis-Philippe affectait d'être très pauvre, qu'il était traité de *Roi*, de *Majesté*, par l'aristocratie britannique, mais que dès qu'il paraissait, lui, ou quelqu'un des membres de sa famille, dans les rues, dans tous les endroits publics, il était honni, bafoué et sifflé par le peuple anglais.

La *Réforme* ajoutait que M. Guizot vivait en grand seigneur, qu'il donnait des raouts, des dîners splendides, des bals, etc.

Le *Standard*, dans un article intitulé : *L'Angleterre calomniée*, s'étonne que la presse française se livre à de pareils excès. Il déclare que loin d'être en butte à de pareils outrages de la part du peuple, l'ancien roi et chacun des membres de sa famille sont salués partout où ils se montrent, et traités *plus que respectueusement*. Quant à M. Guizot, tout ce qu'on dit de sa vie fastueuse est absurde. Il vit très retiré dans une chétive maison de Blompon-Square. Il a toujours vécu ainsi depuis son arrivée à Londres, et, depuis la mort de sa mère, il se tient dans le plus complet isolement. Le *Standard* dit, en terminant, qu'il compte assez sur la loyauté de la presse française pour espérer qu'elle reproduira sa réfutation.

— Lundi dernier, on a trouvé sur le boulevard Montmartre une foule de petits billets incendiaires, en forme ronde et sur lesquels étaient écrits ces mots : *Incendions! incendions jusqu'à ce que nous ayons obtenu le partage des terres.*

Sur d'autres billets répandus à profusion dans Paris et dans l'intérieur de l'Assemblée, on lisait :

« L'argent n'a plus cours en France. Toute propriété privée est déclarée propriété nationale.

« La famille est abolie.

« Un impôt de 500 millions est mis à la charge de l'infâme ville de Paris. »

— On a entendu la bande qui se dirigeait du côté de l'hôtel de ville, crier à plusieurs reprises : *Vive la république du partage.*

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 18 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à midi.

M. LE PRÉSIDENT. Je vais donner à l'Assemblée lecture d'une lettre que j'ai reçue de M. Lacordaire.

« Citoyen Président,

« Je vous prie de transmettre à l'Assemblée nationale, ma démission de représentant du peuple. Appelé à cette haute charge sans l'avoir sollicitée, je la résigne après avoir essayé de la remplir et de répondre la confiance qui m'en avait investi. L'expérience me prouve qu'elle est au-dessus de mes forces, et que j'arriverais mal à concilier dans ma personne les devoirs pacifiques de la vie religieuse avec les devoirs difficiles et sévères de représentant du peuple. Ma position tout exceptionnelle au sein de l'Assemblée, ne saurait rendre mon exemple contagieux. En me séparant d'elle, je ne lui ôte rien qu'une bonne volonté impuissante. »

« Je la prie d'agréer, avec ma démission, mes remerciements de la bienveillance qu'elle m'a gratuitement montrée, et les vœux que je forme pour que de ses travaux sorte le bonheur de la France sous une République juste et libre.

« Recevez, citoyen président, l'hommage de ma haute considération et de ma sincère fraternité.

• Le P. Lacordaire. »

M. le président dépose une pétition du département des Basses-Pyrénées demandant l'abolition de l'impôt des 45 centimes et des créances hypothécaires.]

M. LE PRÉSIDENT. On va reprendre le dépouillement du scrutin pour le choix des 18 membres du comité de constitution.

Un membre demande que ce dépouillement se fasse dans les bureaux afin que la chambre n'interrompe pas ses travaux.

Cette proposition est adoptée.

UN MEMBRE. Je dépose une pétition des habitants de Limoges, qui demandent à l'Assemblée nationale de faire cesser l'état d'anarchie où l'on maintient cette malheureuse ville. Je demande à interpellier demain le ministre de l'intérieur sur les événements de Limoges.

UN AUTRE MEMBRE présente une pétition des montagnards de la caserne de la rue Saint-Victor.

M. LE PRÉSIDENT tire au sort et proclame les noms des vingt représentants qui devront assister aujourd'hui à trois heures, aux obsèques des citoyens morts le 15 mai, pour la défense de la représentation nationale.

L'ordre du jour appelle l'examen de deux proclamations au peuple français.

M. DORNÈS, auteur de la première proclamation, en donne lecture.

M. BÉARD, donne à son tour lecture de la sienne, qui est accueillie par de nombreux applaudissements.

M. FLOCON, ministre du commerce et de l'agriculture, présente un projet de loi qui a pour objet d'organiser les conseils de prud'hommes et les rapports des ouvriers et des maîtres sur des bases républicaines et fraternelles. Ce projet de loi est renvoyé au comité des travailleurs.

L'Assemblée accorde la priorité au projet de proclamation du citoyen BÉARD, dont il est donné une seconde lecture pendant laquelle nous remarquons que l'Assemblée donne silencieusement de très-fréquents signes d'assentiment.

M. XAVIER DURRIEU demande le renvoi de la proclamation à une commission spéciale.

Il lui reproche des redites et de l'emphase. L'éloge de l'Assemblée aurait meilleure grâce dans d'autres bouches que la sienne.

Certaines phrases contiennent une censure indirecte contre le pouvoir exécutif; entre autres celle-ci :

Le pouvoir exécutif, exercé avec fermeté et vigueur, ne pactisera pas avec le désordre. (Aux voix! aux voix!)

M. EMMANUEL ARAGO. C'est un acte très grave que celui qu'on vient proposer à l'adoption de l'Assemblée. Deux lectures d'un aussi long document ne sauraient suffire. Nous devons peser nos expressions quand nous parlons au peuple français tout entier. J'appuie le renvoi à une commission.

Voix nombreuses : Non! non! la clôture!

La clôture est prononcée.

L'Assemblée décide que le projet de proclamation ne sera pas renvoyé à une commission, mais immédiatement discuté.

M. Flocon demande le vote par division et pour chaque paragraphe isolément.

Une discussion longue et confuse s'engage sur cette question.

L'Assemblée décide que le vote aura lieu sur l'ensemble.

UNE VOIX. Aux voix l'adoption!

UNE AUTRE VOIX. Il n'y a plus de président ici.

M. Flocon insiste pour la discussion par paragraphe.

DE TOUTES PARTS. La question est décidée. A l'ordre! à l'ordre!

M. Flocon quitte la tribune sans pouvoir se faire entendre.

M. DUPIN. Il faut, citoyens, que votre proclamation porte le cachet de l'unanimité. L'ajournement doit avoir la priorité. Je le demande. (Non! non! C'est décidé!)

M. le président met l'ajournement aux voix.

L'ajournement est adopté. (Nombreuses réclamations.)

Ce vote, qui annule le vote précédent, est suivi d'une longue agitation.

M. Isambert donne lecture du projet de décret suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Les clubs ou réunions politiques permanents sont prohibés.

Art. 2. Les citoyens auront le droit de se réunir pour signer des pétitions ou s'occuper d'objets déterminés. (Réclamations nombreuses.)

M. ISAMBERT. La Convention nationale a aboli les clubs, entendez-vous?

UN MEMBRE. La question préalable.

M. Isambert quitte la tribune.

La proposition du citoyen Isambert, n'étant pas appuyée, n'a pas de suite.

UN MEMBRE dépose le projet d'une banque hypothécaire, ayant pouvoir d'émettre pour 500 millions de billets, qui seraient employés à venir en aide à l'agriculture par des prêts et des escomptes.

Renvoi au ministre des finances.

L'ordre du jour appelle la discussion des articles du règlement.

M. Stourm, rapporteur de la commission du règlement, rend compte de l'examen qu'il a fait la commission d'une proposition ayant pour but de réunir plusieurs comités en un seul. La commission a cru devoir modifier la division établie, en ce qui concerne le comité de la justice et celui de la législation criminelle; qui feront désormais deux comités distincts.

Par contre, la commission propose la réunion en un seul des comités de l'agriculture et des colonies.

Ces propositions sont adoptées.

M. BILLAUT, autre rapporteur, présente les conclusions de la commission chargée d'examiner le décret relatif aux sollicitations. Ce décret sera ainsi conçu :

L'Assemblée interdit à ses membres toute apostille ou démarche et sollicitation dans des intérêts privés.

M. DUBAURE, autre rapporteur, présente les conclusions du règlement sur les modes de voter.

Elle maintient le vote par assis et levé, et le vote au scrutin secret en certaines occasions. Quant au vote par scrutin de division, tel qu'il se pratiquait, il a offert divers inconvénients; l'expérience l'a condamné. Il lui sera substitué le vote de division par déplacement.

Dans ce vote, les membres de l'Assemblée sortiront par deux portes

l'une pour, l'autre contre la proposition mise aux voix, avec le dépôt d'une boule dans une urne placée à chaque porte, comme moyen de contrôle.

La Commission a décidé aussi que les délibérations ne seront valables qu'avec la présence de 500 membres.

Le vote par division aura lieu sur la demande de vingt membres. Les noms des votants seront inscrits au *Moniteur*.

Le vote par scrutin secret n'aura lieu que sur la demande de quarante membres.

Les articles du nouveau règlement sont successivement discutés et adoptés.

M. DUBAURE. Citoyens, la commission ne maintient le vote secret que pour des cas exceptionnels et rares; mais ces cas peuvent se présenter et se présenteront même fréquemment; par exemple, quand des questions de personnes seront mises sur le tapis.

Ainsi, quand il s'agit d'élire les président et vice-présidents de cette Assemblée; ainsi encore, quand il s'agit d'une mise en accusation. Il y a quelques jours, vous avez voté l'arrestation de trois de vos membres; les faits étaient si publics, si flagrants, que vous n'avez pas eu recours, en cette occasion, au vote secret; mais plus tard, dans des circonstances différentes, pensez-vous que, pour un cas semblable, le vote secret ne sera pas nécessaire?

La Commission persiste dans sa proposition.

Le vote secret, sur la demande de 40 membres, est adopté.

L'Assemblée adopte ensuite l'ensemble de ces divers articles.

M. Vivien, autre rapporteur de la commission du règlement propose et l'Assemblée adopte les articles qui complètent le règlement. Ces articles sont relatifs aux élections des questeurs, des président et vice-présidents, aux fonctions du président, des secrétaires, aux rapports et aux rapporteurs, [aux délibérations des commissaires et à leur mode de procéder aux députations; aux signes distinctifs des membres de l'Assemblée nationale dans les cérémonies extérieures, et en dehors de l'Assemblée.

L'Assemblée rejette le port de l'écharpe tricolore aux glands d'or, qu'un membre avait proposé.

L'article relatif aux congés dans lequel il est question de passeport, est supprimé, comme préjugant la question des passeports. Les autres articles relatifs à la comptabilité, au budget de l'Assemblée, au résumé des travaux de la session, et au service intérieur, sont adoptés.

M. le rapporteur demande acte de ses réserves pour coordonner l'ensemble du règlement, et y ajouter les dispositions concernant les propositions des scrutateurs pour le choix des membres de la commission de constitution. Voici ce résultat.

Les citoyens nommés sont : Cormenin, Armand Marrast, Lammenais, Vivien, Tocqueville, Dufaure, Voirhaye, Coquerel, Martin de Strasbourg, Corbon, Touret de l'Allier, Dupin, Gustave de Beaumont.

Il reste encore cinq membres de la Commission à élire.

Demain réunion dans les bureaux à 10 heures,

Séance publique à une heure.

La séance est levée à 6 heures.

Comité chargé de rechercher les moyens d'améliorer le sort des Travailleurs.

Leblond. — De Tillancourt. — Louis Blanc. — Tourret. — De Falloux. — Waldeck-Rousseau. — Wolowski. — Bastiat. — Dubois (Amable). — Gillon (Paulin). — Senard. — Culmann. — Pascal Duprat. — Perdiguier (Agricol). — Michot. — Girard. — Sevaistre. — Guichard. — Bethmont. — Ferrouillat. — Morin. — Beslay. — Carlos Forel. — Gustave de Beaumont. — Dampierre. — — — — — Considérant. — Martinetz. — Corbon. — Jullien. — Peupin. — Engelhardt. — Coquerel. — Rondeau. — Alcan (Michel). — Boussingault. — Roucher. — Vesin. — Parrieu. — De Vogüé. — Dezeimeris. — Dobremel. — Simon (Jules). — Fourneyron. — Dufournel. — Tanisier. — Couvreur. — Roussel. — Astouin. — Giraudon. — Demesmay. — Général Duviérier. — Randoing. — Normand. — Ferrand. — Renou de Ballon. — De Mortemart. — Vergnes. — Dollus. — Levet.

## Bourse de Paris du 18 Mai.

### FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	47 50	5 0/0.....	69 25
4 .....	..	Banque de France.....	1550
4 1/2 .....	..	Oblig. de la ville de Paris..	1070

### CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	»	Fampoux à Hazebrouck....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Avignon à Marseille.....	215	»
— nouv.....	»	»	Strasbourg à Bâle.....	90	»
Versailles (rive droite).....	120	»	Obligations.....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Mulhouse à Thann.....	»	»
— nouv.....	»	»	Bordeaux à la Teste.....	»	»
Versailles (rive gauche).....	105	»	Montpellier à Cette.....	»	»
Paris à Orléans.....	540	»	Cette à Bordeaux.....	»	»
Obligations.....	»	»	Paris à Sceaux.....	»	»
Orléans à Bordeaux.....	598	75	Montereau à Troyes.....	»	»
à Vierzon.....	260	»	Amiens à Boulogne.....	»	»
Paris à Rouen.....	406	25	Dieppe à Fécamp.....	150	»
Obligations.....	»	»	Paris à Lyon.....	510	»
Rouen au Havre.....	202	25	Tours à Nantes.....	340	»
Obligations.....	»	»	Paris à Strasbourg.....	360	»
Nord.....	556	25	Andrézieux à Roanne.....	»	»

### CANAUX.

Quatre Canaux.....	790	»	Canal de Bourgogne.....	»	»
Jouissance.....	»	»	Jouissance.....	»	»
Trois Canaux.....	»	»	Canal de la Sambre.....	»	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Imp. Schneider, rue d'Erfurth, 4.